

Paris – Berlin
Vendredi 26 janvier 2007

Communiqué conjoint de

Jean-Luc Mélenchon,
sénateur socialiste,
ancien Ministre,
président de PRS

Oskar Lafontaine,
député, président du groupe Die
Linke au Bundestag, ancien
président du SPD

Nous déplorons la **réunion organisée aujourd'hui à Madrid de représentants des gouvernements de 18 pays de l'UE ayant ratifié le projet de Constitution européenne.**

Alors que les **peuples français et néerlandais, représentant 80 millions d'habitants de pays fondateurs de l'Union,** se sont prononcés contre ce projet de Constitution européenne, nous exprimons nos plus vives inquiétudes concernant une réunion qui vise, d'après le Ministre espagnol des affaires étrangères, M. Moratinos, à « *permettre à la politique européenne contenue dans le projet constitutionnel de devenir une réalité* ».

Il nous semble en effet **inadmissible de vouloir forcer des peuples à subir des politiques qu'ils ont refusé,** y compris en en changeant l'emballage. Toute tentative d'encercllement politique de ces peuples par une coalition d'autres pays de l'Union ne peut que conduire à des impasses dangereuses.

Nous refusons donc toute mise à l'écart des pays ayant déjà voté non au projet de Constitution européenne ou ne s'étant pas encore prononcés. Une telle méthode rompt le cadre collectif de discussion qui a toujours prévalu pour faire avancer l'Europe communautaire depuis les traités CECA et de Rome.

Elle crée un grave précédent où certains Etats s'arrogeraient le droit de décider de l'avenir de l'Europe à l'exclusion d'autres Etats.

Nous regrettons vivement que le gouvernement allemand ait choisi de s'associer à cette initiative, alors qu'il exerce la présidence de l'Union au nom de tous les Etats membres.

Nous nous étonnons que le gouvernement français ne se soit pas opposé publiquement à une telle réunion qui exclut la France des discussions sur l'avenir de l'Union.

Nous mettons en garde les décideurs européens contre toute tentative de se passer de l'avis des peuples pour imposer le traité constitutionnel européen. Nous appelons tous les responsables politiques progressistes en Europe à refuser ces tentatives de négation de la volonté des peuples.

Nous leur proposons de travailler à une autre méthode pour que la rédaction d'une Constitution européenne réussisse et trouve l'assentiment des citoyens et des peuples de l'Union. Pour cela, **nous soumettons au débat l'idée d'une assemblée constituante européenne élue par tous les citoyens de l'Union.**